

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 914****17 décembre 1998****SOMMAIRE**

Ariston Investments S.A., Luxembourg .....	pages 43830, 43832
(A.) Berl & Cie, S.à r.l., Luxembourg .....	43827
Berl-Com, S.à r.l., Luxembourg .....	43827
Blue Light Holdings S.A., Strassen .....	43827
BMS Group S.A. Holding, Luxembourg .....	43827
Braathen Holding (Luxembourg) S.A., Luxembourg .....	43827
Brasserie Westeschgaard, S.à r.l., Luxembourg .....	43828
Business Invest Gestion S.A., Esch-sur-Alzette .....	43828
Café des Roches, S.à r.l., Septfontaines .....	43826
Camerone Asset Management S.A., Luxembourg .....	43826
C.F.M. Investment S.A., Hesperange .....	43828
Cinélux, S.à r.l., Luxembourg .....	43829
Cité Ciné S.A., Luxembourg .....	43829
Colson, S.à r.l., Luxembourg .....	43829
Comexco International, S.à r.l., Luxembourg .....	43829
Compaq Capital Holding Limited, Luxembourg .....	43853
Delux Einrichtungen A.G., Mondercange .....	43833
Dicom, S.à r.l., Luxembourg .....	43853
Direct Parcel Distribution, S.à r.l., Howald .....	43853
Don Pastillo, S.à r.l., Esch-sur-Alzette .....	43829
DVGS Lux, Techniques de Sécurité, S.à r.l., Ehlang .....	43870
E.A. Advisory S.A., Luxembourg .....	43869
Editec, S.à r.l., Strassen .....	43870
E-Investments S.A., Luxembourg .....	43828
Electricité E.M.G., S.à r.l., Luxembourg .....	43870
Emerging America Fund, Sicav, Luxembourg .....	43871
Emme S.A., Luxembourg .....	43871
Enviro Services International, S.à r.l., Livange .....	43870
Epicerie Duraes, S.à r.l., Luxembourg .....	43872
Etablissements Hoffmann-Schwall S.A., Alzingen .....	43853
Europa Plus International S.A., Luxembourg .....	43871
F.D.V. Holding S.A., Luxembourg .....	43832, 43833
G-Distrifix Conseil S.A., Luxembourg .....	43834, 43837
General Properties International S.A., Luxembourg .....	43854
G-Equity Fix Conseil S.A., Luxembourg .....	43837, 43840
G-Rentifix Conseil S.A., Luxembourg .....	43840, 43843
G-Short Term Fund Conseil S.A., Luxembourg .....	43843, 43846
G-Strategy Conseil S.A., Luxembourg .....	43846, 43849
G-Treasury International Conseil S.A., Luxembourg .....	43850, 43853

**CAFE DES ROCHES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. AM HOTEL, S.à r.l.).**

Siège social: L-8395 Septfontaines, 12, rue de l'Eglise.  
R. C. Luxembourg B 65.382.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le huit septembre.  
Par-devant Maître Camille Mines, notaire de résidence à Redange.

A comparu:

Madame Aurora Raducu, comptable, demeurant à Dahlem, représentant:

1. Monsieur Amilcar Antunes Sequeira, commerçant, demeurant à L-8373 Hobscheid, 27, rue du Merschgrund,
2. Madame Paula Christina Moura Dos Santos, gérante de sociétés, demeurant à L-8373 Hobscheid, 27, rue du Merschgrund,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Hobscheid, le 8 septembre 1998, ci-annexée.

Après avoir établi au moyen des statuts que ses mandants représentent la totalité des parts sociales de la société à responsabilité limitée AM HOTEL, S.à r.l., avec siège social à L-8395 Septfontaines, 12, rue de l'Eglise, constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 25 juin 1998, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 65.382,

la comparante s'est constituée en assemblée générale extraordinaire après avoir renoncé à toutes formes supplémentaires de convocation et elle a requis le notaire d'acter comme suit la résolution suivante:

*Résolution*

La dénomination sociale est modifiée. La société s'appellera dorénavant CAFE DES ROCHES.

L'article 1<sup>er</sup> des statuts aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** La société à la forme d'une société à responsabilité limitée et la dénomination de CAFE DES ROCHES, S.à r.l.»

Dont acte, fait et passé à Redange, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Raducu, C. Mines.

Enregistré à Redange, le 10 septembre 1998, vol. 397, fol. 60, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): R. Schaack.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange, le 8 octobre 1998.

C. Mines.

(43513/225/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**CAFE DES ROCHES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. AM HOTEL, S.à r.l.).**

Siège social: L-8395 Septfontaines, 12, rue de l'Eglise.  
R. C. Luxembourg B 65.382.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés à la suite de l'assemblée générale extraordinaire du 8 septembre 1998, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange, le 8 octobre 1998.

C. Mines.

(43514/225/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**CAMERONE ASSET MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R. C. Luxembourg B 65.173.

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de réunion du conseil d'administration de la société CAMERONE ASSET MANAGEMENT S.A., avec siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau en date du 24 septembre 1998, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 octobre 1998, vol. 311, fol. 14, case 4 que David Biraud de Gaspary, militaire de carrière, demeurant à F-75016 Paris, 99, rue de Passy, a été nommé administrateur-délégué avec tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature pour les actes de la gestion journalière.

Signé: D. Biraud de Gaspary, G. de Gaspary.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 7 octobre 1998.

F. Molitor.

(43535/223/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**A. BERL & CIE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1320 Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 5.529.

Le bilan au 1997, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1998, vol. 510, fol. 17, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 1998.

(43528/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**BERL-COM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1320 Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 45.297.

Le bilan au 1997, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1998, vol. 510, fol. 17, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 1998.

(43529/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**BLUE LIGHT HOLDINGS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 124, rue du Kiem.  
R. C. Luxembourg B 21.324.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 1998, vol. 511, fol. 43, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour la société  
Signature

(43530/668/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**BMS GROUP S.A. HOLDING.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 36.311.

Le bilan au 1997, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1998, vol. 510, fol. 17, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 1998.

(43531/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**BRAATHEN HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 32.108.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1997, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 13 octobre 1998, vol. 512, fol. 95, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 31 août 1998*

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 1998:

- Madame Anne Lise Braathen, demeurant à Oslo (Norvège),
- Monsieur Jens Petter Rønning, directeur, demeurant à Oslo (Norvège),
- Monsieur Bjorn Eckhoff, avocat, demeurant à Oslo (Norvège).

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 1998:

- AUDIEX S.A., société anonyme, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 1998.

Signature.

(43532/534/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**BRASSERIE WESTESCHGAARD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 41, allée Scheffer.  
R. C. Luxembourg B 59.799.

Les comptes annuels au 31 décembre 1997, enregistrés à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 58, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour la S.à r.l. BRASSERIE WESTESCHGAARD  
FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

(43533/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**BUSINESS INVEST GESTION S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Esch-sur-Alzette, 27, rue du Bourgrund.  
R. C. Luxembourg B 26.759.

**EXTRAIT**

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue en date du 12 octobre 1998, que les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social entièrement libéré, ont décidé:

1. de révoquer de ses fonctions d'administrateur, Monsieur Gérard Poveromo, demeurant actuellement à Kayl (Luxembourg) et de lui donner entière décharge pour la durée de son mandat;
2. de nommer au poste d'administrateur ainsi libéré, Madame Jeanne Hermes, demeurant à Mondercange (Luxembourg), qui continuera le mandat;
3. de transférer le siège de la société à L-4039 Esch-sur-Alzette, rue de Bourgrund, 27.

Esch-sur-Alzette, le 12 octobre 1998.

Le Conseil d'Administration  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 1998, vol. 311, fol. 14, case 8/3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(43527/024/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**C.F.M. INVESTMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5887 Hesperange, 381, route de Thionville.  
R. C. Luxembourg B 59.905.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg, en date du 3 juillet 1998*

1. L'assemblée nomme Monsieur Bernard Surrel, demeurant à Marseille, administrateur en remplacement de Monsieur Francesco Zito, administrateur démissionnaire. Son mandat prend effet le 3 juillet 1998 et viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de 2003.
2. L'assemblée nomme la société LINE FINANCE LTD, avec siège à Tortola, commissaire aux comptes en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire.

Luxembourg, le 3 juillet 1998.

Pour la société  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 1998, vol. 513, fol. 20, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(43536/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**E-INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.  
R. C. Luxembourg B 58.936.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 octobre 1998*

- Le siège social de la société a été transféré de Luxembourg, 50, route d'Esch à Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
- COMPAGNIE DE SERVICES FIDUCIAIRE S.A., ayant son siège social au 41, avenue de la Gare à Luxembourg a été élue aux fonctions de commissaire aux comptes, en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaires BBL TRUST SERVICES, Luxembourg.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2003.

Pour extrait conforme  
Pour la société  
Signature  
Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 1998, vol. 513, fol. 15, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(43550/595/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**DON PASTILLO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Esch-sur-Alzette.  
R. C. Luxembourg B 41.424.

**EXTRAIT**

Suivant acte de cession de parts reçu par Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 5 octobre 1998, numéro 1531 du répertoire, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 6 octobre 1998, vol. 844, fol. 62, case 1, de la société à responsabilité limitée DON PASTILLO, S.à r.l., avec siège social à Esch-sur-Alzette, constituée suivant acte reçu par le notaire prédit en date du 4 septembre 1992, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 593 du 14 décembre 1992, modifiée suivant acte reçu par le même notaire en date du 4 février 1998, au capital social de cinq cent mille francs (500.000,-) les parts sociales se répartissent comme suit:

- Monsieur Osvaldo Costantini, gérant de sociétés, demeurant à Schifflange . . . . . 100 parts
  - Monsieur Renato Costantini, administrateur de sociétés, demeurant à B-6760 Bleid, 10, rue de Gomery . . . . . 200 parts
  - Madame Michèle Kolb, demeurant à Schifflange, 21, rue Pierre Frieden . . . . . 200 parts
- Esch-sur-Alzette, le 20 octobre 1998.

Pour extrait  
N. Muller  
Le notaire

(43548/224/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**CINELUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 1, rue de Bonnevoie.  
R. C. Luxembourg B 3.734.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 1998, vol. 513, fol. 9, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE FERNAND KARTHEISER & CIE

Signature

(43537/510/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**CITE CINE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1623 Luxembourg, 3, rue du Genistre.  
R. C. Luxembourg B 5.882.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 1998, vol. 513, fol. 9, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE FERNAND KARTHEISER & CIE

Signature

(43538/510/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**COLSON, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 257, route d'Esch.  
R. C. Luxembourg B 50.011.

Les comptes annuels au 31 décembre 1997, enregistrés à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 58, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour la S.à r.l. COLSON

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

(43541/503/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**COMEXCO INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1224 Luxembourg, 28, rue Beethoven.  
R. C. Luxembourg B 55.247.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 1998, vol. 513, fol. 16, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour la société  
Signature

(43542/668/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**ARISTON INVESTMENTS S.A., Société Anonyme,**  
**(anc. COBBLESTONE TRADING S.A.).**  
Registered office: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 52.438.

In the year one thousand nine hundred and ninety-eight, on the seventh of October.  
Before Us, Maître Réginald Neuman, notary, residing at Luxembourg.

There appeared:

The sole shareholders of COBBLESTONE TRADING S.A., a société anonyme, having its registered office at Luxembourg, and entered in the company register at Luxembourg, section B, under number 52.438:

1. TARIUS LTD, a company established under the laws of the British Virgin Islands, with head office at the British Virgin Islands, Akara Bldg., 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, represented by Mr Hakan Adolfson, company director, residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given on the 20th of May 1998, annexed hereto,  
nine hundred ninety-eight shares ..... 998

2. KRAUS MANAGEMENT S.A., a company established under the laws of the Niue Island, with head office at the Niue Island, No. 2 Commercial Centre Square, P.O. Box 71, Alofi, represented by Mr Hakan Adolfson, prenamed, by virtue of a proxy given on the 20th of May 1998, annexed hereto,  
two shares ..... 2  
Total: thousand shares ..... 1,000

of one thousand two hundred fifty (1,250.-) Luxembourg francs each, representing the entire subscribed capital of one million two hundred and fifty thousand (1,250,000.-) Luxembourg francs.

Such appearing parties, acting as sole shareholders of the company, waiving the formal rules of an extraordinary general meeting such as convening notices and agenda, and acknowledging to be fully informed of the resolutions to be taken, have required the acting notary to document the following resolutions, taken unanimously:

*First resolution*

The shareholders decide to change the name of the company from COBBLESTONE TRADING S.A. to ARISTON INVESTMENTS S.A., and consequently to modify the first article of the Articles of Incorporation:

«**Art. 1.** There exists a joint stock company (société anonyme) under the name of ARISTON INVESTMENTS S.A.».

*Second resolution*

The shareholders decide to transfer the head office of the company from L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen to L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

*Third resolution*

The shareholders decide to add a new paragraph to article four of the articles of Incorporation, which shall have forthwith the following wording:

«**Art. 4.** The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, to the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

It may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

The company may also undertake any commercial, industrial and financial transactions, which it might deem useful for the accomplishment of its purpose.

The company has also for purpose all operations relating directly or indirectly to the activity of the issuing of invoices and statements and of collection of debts on its own account, and import and export of consumer goods.»

*Fourth resolution*

The shareholders decide to change the number and the par value of the shares, and consequently to change the first paragraph in article five of the articles of Incorporation as follows:

«**Art. 5.** The subscribed capital is fixed at one million two hundred and fifty thousand (1,250,000.-) Luxembourg francs, divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of hundred (100.-) Luxembourg francs each.»

*Fifth resolution*

The shareholders accept the resignation of the actual directors and decide to appoint three new directors as follows:

- a) Mr Hakan Adolfson, director, residing at Luxembourg;
- b) Mr Tobias von Neubronner, director, residing at Strassen;
- c) Mrs Anett Wandebäck, director, residing at Luxembourg.



## Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are assessed at thirty thousand (30,000.-) Luxembourg francs.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the appearing persons and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up at Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with Us the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le sept octobre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les seuls et uniques actionnaires de la société anonyme COBBLESTONE TRADING S.A., avec siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 52.438, à savoir:

1. TARIUS LTD, une société de droit des Iles Vierges Britanniques, avec siège social aux Iles Vierges Britanniques, Akara Bldg., 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, Tortola, représentée par M. Hakan Adolfson, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 mai 1998, ci-annexée, détenant neuf cent quatre-vingt-dix-huit actions . . . . . 998

2. KRAUS MANAGEMENT S.A., une société de droit de l'île de Niue, avec siège social à l'île de Niue, No. 2 Commercial Centre Square, P.O. Box 71, Alofi, représentée par M. Hakan Adolfson, préqualifié, en vertu d'une procuration donnée le 20 mai 1998, ci-annexée détenant deux actions . . . . . 2  
Total: mille actions . . . . . 1.000

de mille deux cent cinquante (1.250,-) francs luxembourgeois chacune, représentant l'intégralité du capital social de la société d'un montant d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs luxembourgeois.

Les sociétés comparantes, agissant en leur qualité de seuls et uniques actionnaires de COBBLESTONE TRADING S.A., déclarant faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations et ordre du jour, et reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes, prises à l'unanimité:

*Première résolution*

Les actionnaires décident de changer la dénomination sociale de la société de COBBLESTONE TRADING S.A. en ARISTON INVESTMENTS S.A., et par conséquent de modifier le premier article des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de ARISTON INVESTMENTS S.A.».

*Deuxième résolution*

Les actionnaires décident de transférer le siège social de la société de L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen à L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

*Troisième résolution*

Les actionnaires décident d'ajouter un nouveau paragraphe à l'article quatre des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

La société a également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'activité d'émission de factures et décomptes ainsi que de recouvrement de créances pour son propre compte, ainsi que l'importation et l'exportation de biens de consommation.»

*Quatrième résolution*

Les actionnaires décident de changer le nombre d'actions de la société ainsi que leur valeur nominale et par conséquent de modifier le premier paragraphe de l'article cinq des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) francs luxembourgeois, représenté par douze mille cinq cents (12.500) actions d'une valeur nominale de cent (100,-) francs luxembourgeois chacune.»

*Cinquième résolution*

Les actionnaires acceptent la démission des administrateurs actuels et nomment trois nouveaux administrateurs, comme suit:

- a) Monsieur Hakan Adolfson, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;
- b) Monsieur Tobias von Neubronner, administrateur de sociétés, demeurant à Strassen;
- c) Madame Anett Wandebäck, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

*Frais*

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à trente mille (30.000,-) francs luxembourgeois.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise déclare que le présent acte rédigé en langue anglaise est suivi d'une version française; à la requête des personnes comparantes et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: H. Adolfson, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 1998, vol. 111S, fol. 40, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 1998.

R. Neuman.

(43539/226/155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

---

**ARISTON INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 52.438.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

(43540/226/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

---

**F.D.V. HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 51, rue des Glacis.

R. C. Luxembourg B 61.340.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Federigo Cannizzaro, juriste, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil d'administration de F.D.V. HOLDING S.A., en vertu du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 30 décembre 1997,

copie dudit document après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant a déclaré et requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I)

F.D.V. HOLDING S.A., société anonyme holding, avec siège social à L-1628 Luxembourg, 51, rue des Glacis, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, numéro 61.340, a été constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 octobre 1997, publié au Mémorial C, numéro 57 du 26 janvier 1998.

II)

F.D.V. HOLDING S.A., prénommée, a un capital social souscrit de deux cents millions de liras italiennes (200.000.000,- ITL), représenté par deux mille (2.000) actions d'une valeur nominale de cent mille liras italiennes (100.000,- ITL) chacune, entièrement libérées.

III)

Conformément à l'article 6 des statuts, la société a un capital autorisé de sept milliards de liras italiennes (7.000.000.000,- ITL) divisé en soixante-dix mille (70.000) actions d'une valeur nominale de cent mille liras italiennes (100.000,- ITL) chacune.



## IV)

Aux termes des dispositions de l'article 6 des statuts, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication de l'acte constitutif du 27 octobre 1997, autorisé à augmenter le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions, avec ou sans prime d'émission, et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière à déterminer par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, l'article 6 sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

## V)

Dans le cadre de l'autorisation accordée au conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts et aux termes d'une résolution prise en sa réunion du 30 décembre 1997, le conseil d'administration a décidé d'augmenter le capital à concurrence d'un montant de cent trente-quatre millions de lires italiennes (134.000.000,- ITL) pour le porter de son montant actuel de deux cents millions de lires italiennes (200.000.000,- ITL) à trois cent trente-quatre millions de lires italiennes (334.000.000,- ITL) par la création et l'émission de mille trois cent quarante (1.340) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent mille lires italiennes (100.000,- ITL) chacune.

Ces mille trois cent quarante (1.340) actions nouvelles ont été entièrement souscrites et libérées en espèces par Monsieur Umberto Quintavalle, dirigeant d'entreprises, demeurant 22, Via degli Alerami, Milan (Italie), de sorte que la somme de cent trente-quatre millions de lires italiennes (134.000.000,- ILT) a été mise à la disposition de la société, la preuve en ayant été fournie au notaire soussigné, qui le constate expressément.

## VI)

En conséquence de cette augmentation de capital, l'article 5 des statuts aura la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois cent trente-quatre millions de lires italiennes (334.000.000,- ITL), représenté par trois mille trois cent quarante (3.340) actions d'une valeur nominale de cent mille lires italiennes (100.000,- ITL) chacune, entièrement libérées.»

*Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente augmentation de capital, s'élève à approximativement soixante mille francs luxembourgeois (60.000,- LUF).

Pour les besoins de l'enregistrement, l'augmentation de capital qui précède est évaluée à deux millions huit cent mille six cents francs luxembourgeois (2.800.600,- LUF).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. Cannizzaro, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 29 septembre 1998, vol. 111S, fol. 19, case 6. – Reçu 28.006 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 1998.

P. Frieders.

(43569/212/76) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 1998.

**F.D.V. HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 51, rue des Glacis.

R. C. Luxembourg B 61.340.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 1998.

P. Frieders.

(43570/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**DELUX EINRICHTUNGEN AG, Société Anonyme.**

Siège social: Mondernange, 25, Cité Jacques Steichen.

R. C. Luxembourg B 43.221.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 15 octobre 1998, vol. 311, fol. 14, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondernange, le 20 octobre 1998.

Signatures.

(43545/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**G-DISTRIFIX CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 50.444.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le premier octobre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les seuls et uniques actionnaires de la société anonyme G-DISTRIFIX CONSEIL, avec siège social à Senningerberg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 50.444, à savoir:

1. GENFINANCE INTERNATIONAL, société anonyme, avec siège social à Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Paul Rosen, employé privé, demeurant à Peppange, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles, le 28 septembre 1998, détenant une action	1
2. GENERALE DE BANQUE, société anonyme, avec siège social à Bruxelles, représentée aux fins des présentes par Madame Cynthia Wald, employée privée, demeurant à Olm, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles, le 28 septembre 1998, détenant deux cent quatre-vingt-dix-neuf actions	299
Total: trois cents actions	300

sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de la société d'un montant de trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois.

Les sociétés comparantes, agissant en leur qualité de seuls et uniques actionnaires de G-DISTRIFIX CONSEIL, déclarant faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations et ordre du jour, et reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes, prises à l'unanimité:

*Première résolution*

Les actionnaires décident de changer l'objet social de la société, et par conséquent de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante; et ce avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1998:

«**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.»

*Deuxième résolution*

Les actionnaires décident de modifier l'article trente et un des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 31.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

*Troisième résolution*

Ensuite les actionnaires décident de transférer le siège social de la société de 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, à 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pour être transféré en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.»

*Quatrième résolution*

Les actionnaires décident d'instaurer un capital autorisé, et par conséquent de modifier l'article cinq des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de

pouvoirs, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.»

#### *Cinquième résolution*

Les actionnaires décident, en conséquence de ce qui précède, de procéder à une refonte intégrale des statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de G-DISTRIFIX CONSEIL.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un Conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président. Le premier président pourra être désigné par l'Assemblée Générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.

**Art. 8.** Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'Assemblée Générale.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée Générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée Générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

### **Assemblée Générale**

**Art. 14.** L'Assemblée Générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième mardi du mois d'avril à onze heures quinze.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

### **Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée Générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 19.** Sur le bénéfice de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'Assemblée Générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs.

### **Disposition générale**

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

### *Frais*

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à quarante-cinq mille (45.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: J.-P. Rosen, C. Wald, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 111S, fol. 31, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 1998.

R. Neuman.

(43575/226/200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**G-DISTRIFIX CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 50.444.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

(43576/226/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**G-EQUITY FIX CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 47.792.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le premier octobre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les seuls et uniques actionnaires de la société anonyme G-EQUITY FIX CONSEIL, avec siège social à Senningerberg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.792, à savoir:

1. BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Paul Rosen, employé privé, demeurant à Peppange, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 25 septembre 1998, détenant onze actions . . . . .	11
2. GENERALE DE BANQUE, société anonyme, avec siège social à Bruxelles, représentée aux fins des présentes par Madame Cynthia Wald, employée privée, demeurant à Olm, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles, le 28 septembre 1998, détenant deux cent soixante-deux actions . . . . .	262
Total: deux cent soixante-treize actions . . . . .	273

sans désignation de valeur nominale, représentant la totalité des actions en circulation, vingt-sept (27) actions étant détenues par la société elle-même. Le capital social de la société d'un montant de trois millions (3.000.000,-) de francs est représenté par trois cents (300) actions sans désignation de valeur nominale.

Les sociétés comparantes, agissant en leur qualité de seuls et uniques actionnaires de G-EQUITY FIX CONSEIL, déclarant faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations et ordre du jour, et reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes, prises à l'unanimité:

*Première résolution*

Les actionnaires décident de changer l'objet social de la société, et par conséquent de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante; et ce avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1998:

«**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.»

*Deuxième résolution*

Les actionnaires décident de modifier l'article trente et un des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 31.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

*Troisième résolution*

Ensuite les actionnaires décident de transférer le siège social de la société de 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, à 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pour être transféré en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.»

*Quatrième résolution*

Les actionnaires décident d'instaurer un capital autorisé, et par conséquent de modifier l'article cinq des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.



Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant commun en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoirs, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.»

#### *Cinquième résolution*

Les actionnaires décident, en conséquence de ce qui précède, de procéder à une refonte intégrale des statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

#### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de G-EQUITY FIX CONSEIL.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant commun en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

#### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un Conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires et toujours révocables par elle.



En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président. Le premier président pourra être désigné par l'Assemblée Générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.

**Art. 8.** Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'Assemblée Générale.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée Générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée Générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

### Assemblée Générale

**Art. 14.** L'Assemblée Générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième mardi du mois d'avril à onze heures quinze.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

### Année sociale - Répartition des bénéfices

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée Générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 19.** Sur le bénéfice de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'Assemblée Générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs.

### Disposition générale

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

*Frais*

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à quarante-cinq mille (45.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: J.-P. Rosen, C. Wald, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 111S, fol. 31, case 1. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 1998.

R. Neuman.

(43577/226/201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**G-EQUITY FIX CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 47.792.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

(43578/226/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**G-RENTINFIX CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 37.064.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le premier octobre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les seuls et uniques actionnaires de la société anonyme G-RENTINFIX CONSEIL, avec siège social à Senningerberg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 37.064, à savoir:

- |   |            |
|---|------------|
| 1. BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Paul Rosen, employé privé, demeurant à Peppange, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 25 septembre 1998, détenant onze actions | 11         |
| 2. GENERALE DE BANQUE, société anonyme, avec siège social à Bruxelles, représentée aux fins des présentes par Madame Cynthia Wald, employée privée, demeurant à Olm, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles, le 28 septembre 1998, détenant deux cent soixante-deux actions        | <u>262</u> |
| Total: deux cent soixante-treize actions  | <u>273</u> |

sans désignation de valeur nominale, représentant la totalité des actions en circulation, vingt-sept (27) actions étant détenues par la société elle-même. Le capital social de la société d'un montant de trois millions (3.000.000,-) de francs est représenté par trois cents (300) actions sans désignation de valeur nominale.

Les sociétés comparantes, agissant en leur qualité de seuls et uniques actionnaires de G-RENTINFIX CONSEIL, déclarant faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations et ordre du jour, et reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes, prises à l'unanimité:

*Première résolution*

Les actionnaires décident de changer l'objet social de la société, et par conséquent de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante; et ce avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1998:

«**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.»

*Deuxième résolution*

Les actionnaires décident de modifier l'article trente et un des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 31.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

*Troisième résolution*

Ensuite les actionnaires décident de transférer le siège social de la société de 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, à 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pour être transféré en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.»

*Quatrième résolution*

Les actionnaires décident d'instaurer un capital autorisé, et par conséquent de modifier l'article cinq des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoirs, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.»

*Cinquième résolution*

Les actionnaires décident, en conséquence de ce qui précède, de procéder à une refonte intégrale des statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de G-RENTINFIX CONSEIL.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme

d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un Conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président. Le premier président pourra être désigné par l'Assemblée Générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.

**Art. 8.** Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'Assemblée Générale.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée Générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée Générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

### **Assemblée Générale**

**Art. 14.** L'Assemblée Générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième mardi du mois d'avril à onze heures quinze.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

### **Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée Générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 19.** Sur le bénéfice de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.  
L'Assemblée Générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs.

### **Disposition générale**

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

### *Frais*

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à quarante-cinq mille (45.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: J.-P. Rosen, C. Wald, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 111S, fol. 31, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 1998.

R. Neuman.

(43579/226/201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

### **G-RENTINFIX CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 37.064.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

(43580/226/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

### **G-SHORT TERM FUND CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 46.469.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le premier octobre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les seuls et uniques actionnaires de la société anonyme G-SHORT TERM FUND CONSEIL, avec siège social à Senningerberg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 46.469, à savoir:

1. BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Paul Rosen, employé privé, demeurant à Peppange, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 25 septembre 1998, détenant onze actions . . . . .	11
2. GENERALE DE BANQUE, société anonyme, avec siège social à Bruxelles, représentée aux fins des présentes par Madame Cynthia Wald, employée privée, demeurant à Olm, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles, le 28 septembre 1998, détenant deux cent soixante-deux actions . . . . .	262
Total: deux cent soixante-treize actions . . . . .	273

sans désignation de valeur nominale, représentant la totalité des actions en circulation, vingt-sept (27) actions étant détenues par la société elle-même. Le capital social de la société d'un montant de trois millions (3.000.000,-) de francs est représenté par trois cents (300) actions sans désignation de valeur nominale.

Les sociétés comparantes, agissant en leur qualité de seuls et uniques actionnaires de G-SHORT TERM FUND CONSEIL, déclarant faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations et ordre du jour, et reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes, prises à l'unanimité:



*Première résolution*

Les actionnaires décident de changer l'objet social de la société, et par conséquent de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante; et ce avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1998:

«**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.»

*Deuxième résolution*

Les actionnaires décident de modifier l'article trente et un des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 31.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

*Troisième résolution*

Ensuite les actionnaires décident de transférer le siège social de la société de 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, à 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pour être transféré en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.»

*Quatrième résolution*

Les actionnaires décident d'instaurer un capital autorisé, et par conséquent de modifier l'article cinq des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoirs, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.»

*Cinquième résolution*

Les actionnaires décident, en conséquence de ce qui précède, de procéder à une refonte intégrale des statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de G-SHORT TERM FUND CONSEIL.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.



**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

#### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un Conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président. Le premier président pourra être désigné par l'Assemblée Générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.

**Art. 8.** Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'Assemblée Générale.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée Générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée Générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

#### **Assemblée Générale**

**Art. 14.** L'Assemblée Générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième mardi du mois d'avril à onze heures quinze.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

#### **Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée Générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 19.** Sur le bénéfice de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'Assemblée Générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs.

#### **Disposition générale**

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### *Frais*

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à quarante-cinq mille (45.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: J.-P. Rosen, C. Wald, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 111S, fol. 31, case 5. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 1998.

R. Neuman.

(43581/226/201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

#### **G-SHORT TERM FUND CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 46.469.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

(43582/226/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

#### **G-STRATEGY CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 49.024.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le premier octobre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les seuls et uniques actionnaires de la société anonyme G-STRATEGY CONSEIL, avec siège social à Senningerberg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 49.024, à savoir:

1. BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Paul Rosen, employé privé, demeurant à Peppange, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 25 septembre 1998, détenant onze actions . . . . .	11
2. GENERALE DE BANQUE, société anonyme, avec siège social à Bruxelles, représentée aux fins des présentes par Madame Cynthia Wald, employée privée, demeurant à Olm, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles, le 28 septembre 1998, détenant deux cent soixante-deux actions . . . . .	262
Total: deux cent soixante-treize actions . . . . .	273

sans désignation de valeur nominale, représentant la totalité des actions en circulation, vingt-sept (27) actions étant détenues par la société elle-même. Le capital social de la société d'un montant de trois millions (3.000.000,-) de francs est représenté par trois cents (300) actions sans désignation de valeur nominale.

Les sociétés comparantes, agissant en leur qualité de seuls et uniques actionnaires de G-STRATEGY CONSEIL, déclarant faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations et ordre du jour, et reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes, prises à l'unanimité:

#### *Première résolution*

Les actionnaires décident de changer l'objet social de la société, et par conséquent de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante; et ce avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1998:

«**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.»

#### *Deuxième résolution*

Les actionnaires décident de modifier l'article trente et un des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 31.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

#### *Troisième résolution*

Ensuite les actionnaires décident de transférer le siège social de la société de 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, à 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pour être transféré en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.»

#### *Quatrième résolution*

Les actionnaires décident d'instaurer un capital autorisé, et par conséquent de modifier l'article cinq des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoirs, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.»

#### *Cinquième résolution*

Les actionnaires décident, en conséquence de ce qui précède, de procéder à une refonte intégrale des statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

### Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de G-STRATEGY CONSEIL.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trois millions (3.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par trois cents (300) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

### Administration - Surveillance

**Art. 6.** La société est administrée par un Conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président. Le premier président pourra être désigné par l'Assemblée Générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.

**Art. 8.** Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'Assemblée Générale.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée Générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée Générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

### **Assemblée Générale**

**Art. 14.** L'Assemblée Générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième mardi du mois d'avril à onze heures quinze.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

### **Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée Générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 19.** Sur le bénéfice de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'Assemblée Générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs.

### **Disposition générale**

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

### *Frais*

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à quarante-cinq mille (45.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: J.-P. Rosen, C. Wald, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 111S, fol. 31, case 7. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 1998.

R. Neuman.

(43583/226/201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

### **G-STRATEGY CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 49.024.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

(43584/226/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.



**G-TREASURY INTERNATIONAL CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 26.936.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le premier octobre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les seuls et uniques actionnaires de la société anonyme G-TREASURY INTERNATIONAL CONSEIL, avec siège social à Senningerberg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 26.936, à savoir:

1. BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., société anonyme, avec siège social à Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Paul Rosen, employé privé, demeurant à Peppange, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 25 septembre 1998, détenant dix-neuf actions .....	19
2. GENERALE DE BANQUE, société anonyme, avec siège social à Bruxelles, représentée aux fins des présentes par Madame Cynthia Wald, employée privée, demeurant à Olm, aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles, le 28 septembre 1998, détenant quatre cent cinquante actions .....	450
Total: quatre cent soixante-neuf actions .....	469

sans désignation de valeur nominale, représentant la totalité des actions en circulation, trente et une (31) actions étant détenues par la société elle-même. Le capital social de la société d'un montant de cinq millions (5.000.000,-) de francs est représenté par cinq cents (500) actions sans désignation de valeur nominale.

Les sociétés comparantes, agissant en leur qualité de seuls et uniques actionnaires de G-TREASURY INTERNATIONAL CONSEIL, déclarant faire abstraction des règles formelles pour tenir une assemblée générale extraordinaire, telles que convocations et ordre du jour, et reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes, prises à l'unanimité:

*Première résolution*

Les actionnaires décident de changer l'objet social de la société, et par conséquent de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante; et ce avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 1998:

«**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.»

*Deuxième résolution*

Les actionnaires décident de modifier l'article trente et un des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 31.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

*Troisième résolution*

Ensuite les actionnaires décident de transférer le siège social de la société de 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, à 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pour être transféré en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.»

*Quatrième résolution*

Les actionnaires décident d'instaurer un capital autorisé, et par conséquent de modifier l'article cinq des statuts, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à cinq millions (5.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par cinq cents (500) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est



spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoirs, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.»

#### *Cinquième résolution*

Les actionnaires décident, en conséquence de ce qui précède, de procéder à une refonte intégrale des statuts, qui auront désormais la teneur suivante:

### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de G-TREASURY INTERNATIONAL CONSEIL.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

**Art. 3.** La société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans les sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur d'un portefeuille qu'elle possède et la détention de comptes bancaires.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à cinq millions (5.000.000,-) de francs luxembourgeois. Il est représenté par cinq cents (500) actions entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont et resteront nominatives.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de cinq cents millions (500.000.000,-) de francs luxembourgeois, qui sera représenté par cinquante mille (50.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le Conseil d'Administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication au Mémorial de l'assemblée générale extraordinaire du 1<sup>er</sup> octobre 1998, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles d'actionnaires vis-à-vis de la société. Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le Conseil d'Administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le Conseil d'Administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un Conseil, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président. Le premier président pourra être désigné par l'Assemblée Générale. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.

**Art. 8.** Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

**Art. 9.** Les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'Assemblée Générale.

**Art. 11.** Le Conseil d'Administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

**Art. 12.** Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du Conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'Assemblée Générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'Assemblée Générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

#### **Assemblée Générale**

**Art. 14.** L'Assemblée Générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 15.** L'Assemblée Générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le quatrième mardi du mois d'avril à onze heures quinze.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 16.** Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

**Art. 17.** Chaque action donne droit à une voix.

#### **Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'Assemblée Générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 19.** Sur le bénéfice de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'Assemblée Générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'Assemblée Générale, qui détermine leurs pouvoirs.

#### **Disposition générale**

**Art. 21.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

#### *Frais*

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à quarante-cinq mille (45.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: J.-P. Rosen, C. Wald, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 111S, fol. 31, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 1998.

R. Neuman.

(43585/226/201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**G-TREASURY INTERNATIONAL CONSEIL, Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 26.936.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 1998.

(43586/226/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**COMPAQ CAPITAL HOLDING LIMITED.**

Gesellschaftssitz: L-2763 Luxembourg, 38-40, rue Zithe.  
H. R. Luxemburg B 63.728.

Die Verwaltungsratssitzung vom 6. Oktober 1998 beschliesst, den Sitz der Zweigniederlassung in Luxemburg nach 38-40, rue Zithe, L-2763 Luxembourg zu verlegen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxembourg, den 15. Oktober 1998.

*Für die COMPAQ CAPITAL HOLDING LIMITED*

EUFIDE, S.à r.l.

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 1998, vol. 513, fol. 13, case 10. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(43543/778/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**DICOM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 120, avenue de la Faïencerie.  
R. C. Luxembourg B 44.539.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 1998, vol. 512, fol. 90, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 1998.

A. Heinen

*Associé-gérant*

(43546/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**DIRECT PARCEL DISTRIBUTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Howald.  
R. C. Luxembourg B 42.850.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 1998, vol. 512, fol. 78, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 1998.

*Pour ordre*

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ SC

Signature

(43547/549/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**ETABLISSEMENTS HOFFMANN-SCHWALL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5888 Alzingen, 586, route de Thionville.  
R. C. Luxembourg B 29.171.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 septembre 1998*

Les Actionnaires décident de révoquer Madame Diane Welter-Hoffmann de son poste d'Administrateur de la société. Décharge pleine et entière lui est accordée pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Les Actionnaires décident ensuite de nommer au poste d'Administrateur, Madame Madeleine Hoffmann-Schmit, demeurant à Alzingen.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 1997.

Luxembourg, le 18 septembre 1998.

*Pour extrait conforme*

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 1998, vol. 512, fol. 58, case 11. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(43560/503/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.  
R. C. Luxembourg B 14.636.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le treize octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A., également désignée ci-après par «la Société», ayant son siège à L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous la numéro 14.636, constituée suivant acte notarié du 22 décembre 1976, au Mémorial C, numéro 21 du 25 janvier 1977 et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte notarié du 17 septembre 1987, publié au Mémorial C numéro 377 du 23 décembre 1987.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Christophe Blondeau, employé privé, demeurant à Petit-Nobressart (Luxembourg).

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Béatrice Cabay, employée privée, demeurant à Schweich (Luxembourg).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-François Leidner, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1) Approbation du projet de scission tel qu'il a été décidé par le conseil d'administration de la société, en date du 11 août 1998.

2) Constatation de la scission et de ses effets.

3) Approbation de la répartition des éléments actifs et passifs du patrimoine total de la société scindée et de leurs apports aux huit (8) sociétés nouvelles.

4) Décharge quant aux administrateurs et au commissaire de la société scindée pour l'exercice de leurs mandats.

5) Décision quant à la conservation des documents sociaux.

6) Approbation de la constitution des huit (8) sociétés anonymes nouvelles, savoir:

a) GENERAL SERVICE INVESTISSEMENT S.A.

b) ELIT PROPERTIES S.A.

c) RHYTON HOLDING S.A.

d) RHOMBE HOLDING S.A.

e) KEYNESS HOLDING S.A.

f) NOVATEUR INVESTISSEMENT S.A.

g) CRISTALINE HOLDING S.A.

h) KINGREAL COMPANY S.A.

7) Constatation qu'au point de vue comptable et fiscal, la scission prendra effet au 11 août 1998 et qu'à partir de cette date les opérations de la société à scinder sont censées être réalisées par cette société pour le compte des sociétés nouvelles.

8) Approbation de l'attribution des actions des sociétés anonymes nouvelles, des modalités de remise desdites actions et des modalités d'annulation des actions de la société scindée.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Le Président expose ensuite que:

1) Le projet de scission établi par le Conseil d'Administration de la société GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A., en date du 11 août 1998 à été publié au Mémorial C, numéro 648 du 12 septembre 1998, soit plus d'un mois avant la présente Assemblée.

Les projets des actes constitutifs ont été communiqués aux actionnaires plus d'un mois avant la présente Assemblée, ce qui est expressément reconnu par ceux-ci.

2) Les actions des huit (8) nouvelles sociétés devant être réparties entre les actionnaires de la Société de manière strictement proportionnelle à leur participation antérieure dans le capital social, il a pu être fait abstraction du rapport spécial visé par l'article 294 conformément à l'article 307 (5) de la loi sur les sociétés commerciales. Tous les actionnaires ont par ailleurs renoncé à l'application des articles 293, 294 paragraphes (1), (2) et (4) et 295 paragraphes (1) c), d) et e) par la déclaration annexée au présent acte.

3) Ont été déposés pendant le délai légal au siège social de la Société et tenus à la disposition des actionnaires les documents prévus à l'article 295 (1) a) et b) de la loi sur les sociétés commerciales.

Une attestation établie par le conseil d'administration de la société GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A., certifiant le dépôt de ces documents pendant le délai légal, restera annexée au présent procès-verbal.

Ces faits reconnus exacts par l'Assemblée, celle-ci prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale approuve le projet de scission du 11 août 1998, tel qu'il a été publié le 12 septembre 1998 au Mémorial C sous le numéro 648, page 31058, en conformité avec l'article 290 de la loi sur les sociétés commerciales.

*Deuxième résolution*

L'assemblée constate que conformément aux dispositions de l'article 301 de la loi sur les sociétés commerciales, la scission telle que décrite dans le projet de scission est devenue effective en date de ce jour avec les effets prévus à l'article 303 de la même loi, sans préjudice des dispositions de l'article 302 sur les effets de la scission à l'égard des tiers.

En conséquence, la Société est dissoute sans liquidation, l'ensemble de son patrimoine actif et passif étant transmis à titre universel, sans exception ni réserve, à huit (8) sociétés anonymes nouvelles dénommées:

- 1) GENERAL SERVICE INVESTISSEMENT S.A.
- 2) ELIT PROPERTIES S.A.
- 3) RHYTON HOLDING S.A.
- 4) RHOMBE HOLDING S.A.
- 5) KEYNESS HOLDING S.A.
- 6) NOVATEUR INVESTISSEMENT S.A.
- 7) CRISTALINE HOLDING S.A.
- 8) KINGREAL COMPANY S.A.

Ces sociétés ayant toutes leur siège social à L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II, (ci-après dénommées «les sociétés anonymes nouvelles»).

Les actions des sociétés anonymes nouvelles sont attribuées sans soulte aux actionnaires de la Société à raison d'une (1) action nouvelle dans chacune des nouvelles sociétés pour cent cinquante (150) actions de la Société ancienne.

*Troisième résolution*

L'Assemblée approuve l'apport et la répartition des éléments actifs et passifs du patrimoine total de la Société aux huit (8) sociétés anonymes nouvelles, tels que proposés dans le projet de scission.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée accorde pleine et entière décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société scindée pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide que les documents sociaux de la Société seront conservés pendant le délai légal à l'ancien siège social de celle-ci à L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.

*Sixième résolution*

L'Assemblée approuve la constitution sous forme authentique des huit (8) sociétés anonymes nouvelles et requiert le notaire instrumentant de constater authentiquement leur constitution et leurs statuts comme suit:

**1) GENERAL SERVICE INVESTISSEMENT S.A.  
Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de GENERAL SERVICE INVESTISSEMENT S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré provisoirement transféré à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou la favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à quarante-cinq millions de francs luxembourgeois (LUF 45.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

### Administration - Surveillance

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

### Année sociale - Assemblée générale

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à dix heures trente à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

### Libération du capital

Le capital social de quarante-cinq millions de francs luxembourgeois (LUF 45.000.000,-) est intégralement libéré par la transmission de la partie des éléments du patrimoine actif et passif de la société scindée GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A. destinée à la société nouvelle à constituer GENERAL SERVICE INVESTISSEMENT S.A. conformément au projet de scission, à savoir:

	Actif	LUF
Actif immobilisé		
Immobilisations financières . . . . .		45.910.540
Actif circulant		
Avoirs en banque . . . . .		5.010.460
		<u>50.921.000</u>
	Passif	
Capitaux propres		
Capital souscrit . . . . .		45.000.000
Réserve légale . . . . .		4.500.000
Bénéfice de la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 11 août 1998 . . . . .		1.421.000
		<u>50.921.000</u>



*Rapport du réviseur d'entreprises*

Ledit apport a fait conformément aux articles 26-1 et 294 (3) de la loi concernant les sociétés commerciales l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises agréé indépendant, la société à responsabilité limitée H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur, en date du 12 août 1998, dont la conclusion est la suivante:

*«Conclusion*

Sur base des contrôles effectués:

1) la description des apports telle que reprise dans le présent rapport est adéquate;  
 2) les actifs et passifs apportés à GENERAL SERVICE INVESTISSEMENT S.A. sont correctement évalués;  
 3) la valeur nette totale de LUF 50.921.000,- des apports à laquelle conduisent les modes d'évaluation décrits ci-dessus correspond au moins au capital de LUF 45.000.000,-, représenté par 10.000 actions sans désignation de valeur nominale (pair comptable: LUF 4.500,-) de GENERAL SERVICE INVESTISSEMENT S.A. à mettre en contrepartie, complété par l'inscription aux capitaux propres de deux sommes de LUF 4.500.000,- et de LUF 1.421.000,- au titre de réserve légale et de résultats reportés.

H.R.T. REVISION, S.à r.l.»

*Constatation*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

## 2) ELIT PROPERTIES S.A.

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de ELIT PROPERTIES S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré provisoirement transféré à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou la favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à quarante-cinq millions de francs luxembourgeois (LUF 45.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

**Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

### **Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à dix heures trente à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

### *Libération du capital*

Le capital social de quarante-cinq millions de francs luxembourgeois (LUF 45.000.000,-) est intégralement libéré par la transmission de la partie des éléments du patrimoine actif et passif de la société scindée GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A. destinée à la société nouvelle à constituer ELIT PROPERTIES S.A. conformément au projet de scission, à savoir:

<i>Actif</i>	<i>LUF</i>
Actif immobilisé	
Immobilisations financières . . . . .	46.060.820
Actif circulant	
Avoirs en banque . . . . .	5.000.000
	<u>51.060.820</u>
 <i>Passif</i>	
Capitaux propres	
Capital souscrit . . . . .	45.000.000
Réserve légale . . . . .	4.500.000
Bénéfice de la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 11 août 1998 . . . . .	1.560.820
	<u>51.060.820</u>

### *Rapport du réviseur d'entreprises*

Ledit apport a fait conformément aux articles 26-1 et 294 (3) de la loi concernant les sociétés commerciales l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises agréé indépendant, la société à responsabilité limitée H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur, en date du 12 août 1998, dont la conclusion est la suivante:

### *«Conclusion*

Sur base des contrôles effectués:

1) la description des apports telle que reprise dans le présent rapport est adéquate;  
 2) les actifs et passifs apportés à ELIT PROPERTIES S.A. sont correctement évalués;  
 3) la valeur nette totale de LUF 51.060.820,- des apports à laquelle conduisent les modes d'évaluation décrits ci-dessus correspond au moins au capital de LUF 45.000.000,-, représenté par 10.000 actions sans désignation de valeur nominale (pair comptable: LUF 4.500,-) de ELIT PROPERTIES S.A. à mettre en contrepartie, complété par l'inscription aux capitaux propres de deux sommes de LUF 4.500.000,- et de LUF 1.560.820,- au titre de réserve légale et de résultats reportés.

H.R.T. REVISION, S.à r.l.»

### *Constatation*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

## 3) RHYTON HOLDING S.A.

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de RHYTON HOLDING S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré provisoirement transféré à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou la favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à quarante-cinq millions de francs luxembourgeois (LUF 45.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

**Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à dix heures trente à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Libération du capital*

Le capital social de quarante-cinq millions de francs luxembourgeois (LUF 45.000.000,-) est intégralement libéré par la transmission de la partie des éléments du patrimoine actif et passif de la société scindée GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A. destinée à la société nouvelle à constituer RHYTON HOLDING S.A. conformément au projet de scission, à savoir:

<i>Actif</i>	<i>LUF</i>
Actif immobilisé	
Immobilisations financières . . . . .	46.211.100
Actif circulant	
Avoirs en banque . . . . .	5.182.577
	<u>51.393.677</u>
<i>Passif</i>	
Capitaux propres	
Capital souscrit . . . . .	45.000.000
Réserve légale . . . . .	4.500.000
Bénéfice de la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 11 août 1998 . . . . .	1.893.677
	<u>51.393.677</u>

#### *Rapport du réviseur d'entreprises*

Ledit apport a fait conformément aux articles 26-1 et 294 (3) de la loi concernant les sociétés commerciales l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises agréé indépendant, la société à responsabilité limitée H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur, en date du 12 août 1998, dont la conclusion est la suivante:

#### *«Conclusion*

Sur base des contrôles effectués:

1) la description des apports telle que reprise dans le présent rapport est adéquate;  
 2) les actifs et passifs apportés à RHYTON HOLDING S.A. sont correctement évalués;  
 3) la valeur nette totale de LUF 51.393.677,- des apports à laquelle conduisent les modes d'évaluation décrits ci-dessus correspond au moins au capital de LUF 45.000.000,-, représenté par 10.000 actions sans désignation de valeur nominale (pair comptable: LUF 4.500,-) de RHYTON HOLDING S.A. à mettre en contrepartie, complété par l'inscription aux capitaux propres de deux sommes de LUF 4.500.000,- et de LUF 1.893.677,- au titre de réserve légale et de résultats reportés.

H.R.T. REVISION, S.à r.l.»

#### *Constatation*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### **4) RHOMBE HOLDING S.A.**

##### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de RHOMBE HOLDING S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré provisoirement transféré à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou la favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à quatre-vingt-dix millions de francs luxembourgeois (LUF 90.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

#### Administration - Surveillance

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

#### Année sociale - Assemblée générale

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à dix heures trente à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### Libération du capital

Le capital social de quatre-vingt-dix millions de francs luxembourgeois (LUF 90.000.000,-) est intégralement libéré par la transmission de la partie des éléments du patrimoine actif et passif de la société scindée GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A. destinée à la société nouvelle à constituer RHOMBE HOLDING S.A. conformément au projet de scission, à savoir:

	Actif	LUF
Actif immobilisé		
Immobilisations financières . . . . .		91.821.080
Actif circulant		
Avoirs en banque . . . . .		10.000.000
		<u>101.821.080</u>
	Passif	
Capitaux propres		
Capital souscrit . . . . .		90.000.000
Réserve légale . . . . .		9.000.000
Bénéfice de la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 11 août 1998 . . . . .		2.821.080
		<u>101.821.080</u>



*Rapport du réviseur d'entreprises*

Ledit apport a fait conformément aux articles 26-1 et 294 (3) de la loi concernant les sociétés commerciales l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises agréé indépendant, la société à responsabilité limitée H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur, en date du 12 août 1998, dont la conclusion est la suivante:

*«Conclusion*

Sur base des contrôles effectués:

- 1) la description des apports telle que reprise dans le présent rapport est adéquate;
- 2) les actifs et passifs apportés à RHOMBE HOLDING S.A. sont correctement évalués;
- 3) la valeur nette totale de LUF 101.821.080,- des apports à laquelle conduisent les modes d'évaluation décrits ci-dessus correspond au moins au capital de LUF 90.000.000,-, représenté par 10.000 actions sans désignation de valeur nominale (pair comptable: LUF 9.000,-) de RHOMBE HOLDING S.A. à mettre en contrepartie, complété par l'inscription aux capitaux propres de deux sommes de LUF 9.000.000,- et de LUF 2.821.080,- au titre de réserve légale et de résultats reportés.

H.R.T. REVISION, S.à r.l.»

*Constatation*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

## 5) KEYNESS HOLDING S.A.

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de KEYNESS HOLDING S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré provisoirement transféré à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou la favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à quatre-vingt-dix millions de francs luxembourgeois (LUF 90.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

**Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

### **Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à dix heures trente à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

### *Libération du capital*

Le capital social de quatre-vingt-dix millions de francs luxembourgeois (LUF 90.000.000,-) est intégralement libéré par la transmission de la partie des éléments du patrimoine actif et passif de la société scindée GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A. destinée à la société nouvelle à constituer KEYNESS HOLDING S.A. conformément au projet de scission, à savoir:

<i>Actif</i>	<i>LUF</i>
Actif immobilisé	
Immobilisations financières . . . . .	92.121.640
Actif circulant	
Avoirs en banque . . . . .	10.500.000
	<b>102.621.640</b>
<i>Passif</i>	
Capitaux propres	
Capital souscrit . . . . .	90.000.000
Réserve légale . . . . .	9.000.000
Bénéfice de la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 11 août 1998 . . . . .	3.621.640
	<b>102.621.640</b>

### *Rapport du réviseur d'entreprises*

Ledit apport a fait conformément aux articles 26-1 et 294 (3) de la loi concernant les sociétés commerciales l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises agréé indépendant, la société à responsabilité limitée H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur, en date du 12 août 1998, dont la conclusion est la suivante:

#### *«Conclusion*

Sur base des contrôles effectués:

- 1) la description des apports telle que reprise dans le présent rapport est adéquate;
- 2) les actifs et passifs apportés à KEYNESS HOLDING S.A. sont correctement évalués;
- 3) la valeur nette totale de LUF 102.621.640,- des apports à laquelle conduisent les modes d'évaluation décrits ci-dessus correspond au moins au capital de LUF 90.000.000,- représenté par 10.000 actions sans désignation de valeur nominale (pair comptable: LUF 9.000,-) de KEYNESS HOLDING S.A. à mettre en contrepartie, complété par l'inscription aux capitaux propres de deux sommes de LUF 9.000.000,- et de LUF 3.621.640,- au titre de réserve légale et de résultats reportés.

H.R.T. REVISION, S.à r.l.»

#### *Constatation*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

## 6) NOVATEUR INVESTISSEMENT S.A.

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de NOVATEUR INVESTISSEMENT S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré provisoirement transféré à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou la favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à deux cent soixante-dix millions de francs luxembourgeois (LUF 270.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

**Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à dix heures trente à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Libération du capital*

Le capital social de deux cent soixante-dix millions de francs luxembourgeois (LUF 270.000.000,-) est intégralement libéré par la transmission de la partie des éléments du patrimoine actif et passif de la société scindée GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A. destinée à la société nouvelle à constituer NOVATEUR INVESTISSEMENT S.A. conformément au projet de scission, à savoir:

<i>Actif</i>	<i>LUF</i>
Actif immobilisé	
Immobilisations financières . . . . .	137.656.480
Actif circulant	
Avoirs en banque . . . . .	12.000.000
	149.656.480
<i>Passif</i>	
Capitaux propres	
Capital souscrit . . . . .	270.000.000
Réserve légale . . . . .	27.000.000
Bénéfice de la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 11 août 1998 . . . . .	8.656.480
	149.656.480

#### *Rapport du réviseur d'entreprises*

Ledit apport a fait conformément aux articles 26-1 et 294 (3) de la loi concernant les sociétés commerciales l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises agréé indépendant, la société à responsabilité limitée H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur, en date du 12 août 1998, dont la conclusion est la suivante:

#### *«Conclusion*

Sur base des contrôles effectués:

- 1) la description des apports telle que reprise dans le présent rapport est adéquate;
- 2) les actifs et passifs apportés à NOVATEUR INVESTISSEMENT S.A. sont correctement évalués;
- 3) la valeur nette totale de LUF 149.656.480,- des apports à laquelle conduisent les modes d'évaluation décrits ci-dessus correspond au moins au capital de LUF 270.000.000,- représenté par 10.000 actions sans désignation de valeur nominale (pair comptable: LUF 27.000,-) de NOVATEUR INVESTISSEMENT S.A. à mettre en contrepartie, complété par l'inscription aux capitaux propres de deux sommes de LUF 27.000.000,- et de LUF 147.343.520,- au titre de réserve légale et de résultats reportés.

H.R.T. REVISION, S.à r.l.»

#### *Constatation*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

### 7) CRISTALINE HOLDING S.A.

#### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de CRISTALINE HOLDING S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré provisoirement transféré à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou la favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à deux cent soixante-dix millions de francs luxembourgeois (LUF 270.000.000,-), représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

#### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

#### **Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à dix heures trente à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Libération du capital*

Le capital social de deux cent soixante-dix millions de francs luxembourgeois (LUF 270.000.000,-) est intégralement libéré par la transmission de la partie des éléments du patrimoine actif et passif de la société scindée GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A. destinée à la société nouvelle à constituer CRISTALINE HOLDING S.A. conformément au projet de scission, à savoir:

	<i>Actif</i>	<i>LUF</i>
Actif immobilisé		
Immobilisations financières . . . . .		138.032.180
Actif circulant		
Avoirs en banque . . . . .		13.200.000
		<u>151.232.180</u>
	<i>Passif</i>	
Capitaux propres		
Capital souscrit . . . . .		270.000.000
Réserve légale . . . . .		27.000.000
Résultats reportés . . . . .		(157.000.000)
Bénéfice de la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 11 août 1998 . . . . .		11.232.180
		<u>151.232.180</u>



*Rapport du réviseur d'entreprises*

Ledit apport a fait conformément aux articles 26-1 et 294 (3) de la loi concernant les sociétés commerciales l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises agréé indépendant, la société à responsabilité limitée H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur, en date du 12 août 1998, dont la conclusion est la suivante:

*«Conclusion*

Sur base des contrôles effectués:

- 1) la description des apports telle que reprise dans le présent rapport est adéquate;
- 2) les actifs et passifs apportés à CRISTALINE HOLDING S.A. sont correctement évalués;
- 3) la valeur nette totale de LUF 151.323.180,- des apports à laquelle conduisent les modes d'évaluation décrits ci-dessus correspond au moins au capital de LUF 270.000.000,-, représenté par 10.000 actions sans désignation de valeur nominale (pair comptable: LUF 27.000,-) de CRISTALINE HOLDING S.A. à mettre en contrepartie, complété par l'inscription aux capitaux propres de deux sommes de LUF 27.000.000,- et de LUF 145.767.820,- au titre de réserve légale et de résultats reportés.

H.R.T. REVISION, S.à r.l.»

*Constatation*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

## 8) KINGREAL COMPANY S.A.

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme holding sous la dénomination de KINGREAL COMPANY S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré provisoirement transféré à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou la favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à quatre cent quarante-cinq millions deux cent soixante-quatorze mille trois cent soixante-quatre francs luxembourgeois (LUF 445.274.364,-), représenté par dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont au porteur.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

**Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.

**Art. 9.** Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

#### **Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à dix heures trente à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Libération du capital*

Le capital social de quatre cent quarante-cinq millions deux cent soixante-quatorze mille trois cent soixante-quatre francs luxembourgeois (LUF 445.274.364,-) est intégralement libéré par la transmission de la partie des éléments du patrimoine actif et passif de la société scindée GENERAL PROPERTIES INTERNATIONAL S.A. destinée à la société nouvelle à constituer KINGREAL COMPANY S.A. conformément au projet de scission, à savoir:

<i>Actif</i>	<i>LUF</i>
Actif immobilisé	
Immobilisations financières . . . . .	228.726.160
Actif circulant	
Avoirs en banque . . . . .	29.300.000
	<u>258.026.160</u>
<i>Passif</i>	
Capitaux propres	
Capital souscrit . . . . .	445.274.364
Réserve légale . . . . .	44.527.437
Résultats reportés . . . . .	(259.478.328)
Bénéfice de la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 11 août 1998 . . . . .	27.395.487
	<u>257.718.960</u>
Dettes	
Autres dettes . . . . .	307.200
	<u>258.026.160</u>

#### *Rapport du réviseur d'entreprises*

Ledit apport a fait conformément aux articles 26-1 et 294 (3) de la loi concernant les sociétés commerciales l'objet d'un rapport par un réviseur d'entreprises agréé indépendant, la société à responsabilité limitée H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur, en date du 12 août 1998, dont la conclusion est la suivante:

#### *«Conclusion*

Sur base des contrôles effectués:

- 1) la description des apports telle que reprise dans le présent rapport est adéquate;
- 2) les actifs et passifs apportés à KINGREAL COMPANY S.A. sont correctement évalués;
- 3) la valeur nette totale de LUF 257.718.960,- des apports à laquelle conduisent les modes d'évaluation décrits ci-dessus correspond au moins au capital de LUF 445.274.364,-, représenté par 10.000 actions sans désignation de valeur nominale (pair comptable: LUF 44.527,-) de KINGREAL COMPANY S.A. à mettre en contrepartie, complété par l'inscription aux capitaux propres de deux sommes de LUF 44.527.437,- et de LUF 232.082.841,- au titre de réserve légale et de résultats reportés.

H.R.T. REVISION, S.à r.l.»

*Constatation*

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

*Septième résolution*

L'Assemblée constate qu'au point de vue comptable et fiscal, la scission prend effet rétroactif au 11 août 1998 et qu'à partir de cette date les opérations de la société à scinder sont censées être réalisées par cette société pour le compte des huit (8) sociétés nouvelles.

*Huitième résolution*

L'Assemblée approuve l'attribution des actions des sociétés anonymes nouvelles ainsi constituées aux actionnaires de la Société tels qu'ils sont plus amplement renseignés sur la liste de présence annexée, c'est-à-dire que les actionnaires de la Société recevront pour cent cinquante (150) actions de la Société ancienne une action dans chacune des huit (8) nouvelles sociétés.

L'Assemblée approuve encore les modalités d'annulation des actions de la Société et les modalités de remise des actions des sociétés anonymes nouvelles telles que prévues dans le projet de scission.

*Assemblée Générale Extraordinaire*

Ensuite les actionnaires présents ou représentés se sont constitués en Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires des huit (8) sociétés nouvellement créées et ont pris successivement à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Les mêmes personnes ci-après sont nommées aux fonctions d'administrateur pour les huit (8) sociétés nouvelles, issues de la présente scission:

- a) Monsieur Christophe Blondeau, employé privé, demeurant à Petit-Nobressart (Luxembourg).
- b) Monsieur Rodney Haigh, employé privé, demeurant à Mamer (Luxembourg).
- c) Monsieur Nour-Eddin Nijar, employé privé, demeurant à Luxembourg.

2.- Le conseil d'administration de chaque société est autorisé à déléguer tout ou partie de son pouvoir de sa gestion journalière à un ou plusieurs de ses membres.

3.- La même société ci-après est nommée aux fonctions de commissaire aux comptes de chacune des huit (8) sociétés nouvelles:

La société à responsabilité limitée H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 32, rue J.P. Brasseur.

4.- Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes des deux sociétés issues de la scission expirera à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle statutaire de l'an 2004.

5.- L'adresse de chacune des sociétés nouvellement créées est fixée à L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.

*Evaluation des frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent aux sociétés nouvellement constituées sont estimés à environ neuf cent trente mille francs luxembourgeois.

*Déclaration*

Le notaire soussigné déclare conformément aux dispositions de l'article 300 (2) de la loi sur les sociétés commerciales avoir vérifié l'existence des actes et formalités incombant à la Société ainsi que du projet de scission et atteste leur légalité.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: C. Blondeau, B. Cabay, J.F. Leidner, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 14 octobre 1998, vol. 837, fol. 38, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): M. Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 16 octobre 1998.

J.-J. Wagner.

(43591/239/1030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**E.A. ADVISORY S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R. C. Luxembourg B 58.300.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 1998, vol. 513, fol. 11, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 1998.

BANQUE DE GESTION EDMOND DE ROTHSCHILD

LUXEMBOURG

Société anonyme

V. Jean

P. Visconti

Mandataire spécial

Fondé de pouvoir

(43551/010/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**DVGS LUX, TECHNIQUES DE SECURITE, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.**

Gesellschaftssitz: L-3961 Ehlinge.

H. R. Luxembourg B 63.364.

**ERKLÄRUNG**

Die Gesellschafter stellen die Veräußerung folgender Anteile fest:

Frau Marlies Klein, Kauffrau, wohnhaft in D-66346 Püttlingen, Am Rebenberg 36, und Herr Günter Lutz, Kauffrau, wohnhaft in D-66589 Merchweiler, Kantstraße 6, haben zum 30. September 1998 ihre je 113 Anteile, die sie an der Gesellschaft hatten, veräußert.

Käufer der Anteile sind Herr Jürgen Bock, Kaufmann, wohnhaft in D-66663 Merzig, Terrakottaweg 4, in Höhe von 113 Anteilen, Herr Reginald Schirmbrand, Kaufmann, wohnhaft in D-66663 Merzig, Friedhofstraße 7, in Höhe von 56 Anteilen, sowie Frau Christel Rheininger, Kauffrau, wohnhaft in D-66663 Merzig, Friedhofstraße 7, in Höhe von 57 Anteilen.

In Folge dieser Änderungen erklären die Gesellschafter daß das Gesellschaftskapital in Höhe von LUF 500.000,- sich am 30. September 1998 wie folgt zusammen setzt:

Frau Christel Rheininger, vorgenannt: . . . . .	170 Anteile
Herrn Jürgen Bock, vorgenannt: . . . . .	163 Anteile
Herrn Reginald Schirmbrand, vorgenannt: . . . . .	169 Anteile
Total: . . . . .	502 Anteile

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 1998.

Signature

*Le mandataire des associés*

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 1998, vol. 513, fol. 17, case 8. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(43549/507/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**EDITEC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8010 Strassen.

R. C. Luxembourg B 61.319.

Le bilan de 1997, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 1998, vol. 510, fol. 17, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 octobre 1998.

(43552/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**ELECTRICITE E.M.G., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2667 Luxembourg, 35-37, rue Verte.

R. C. Luxembourg B 36.423.

M. Meyers Raoul, associé unique de la société EMG, S.à r.l., a tenu l'assemblée générale en date du 29 septembre 1997 au siège social pour approuver le transfert du siège social.

*Transfert du siège social*

L'associé a décidé de transférer le siège social de 350, rue de Cessange L-1321 Luxembourg vers 35-37, rue Verte L-2667 Luxembourg.

Luxembourg, le 29 septembre 1997.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 1998, vol. 513, fol. 21, case 5. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(43553/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**ENVIRO SERVICES INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée, capital social: LUF 10.000.000,-.**

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle et Commerciale.

R. C. Luxembourg B 10.747.

Le bilan consolidé et l'annexe au 31 décembre 1997, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 13 octobre 1998, vol. 512, fol. 95, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 1998.

Signature.

(43559/534/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**EMERGING AMERICA FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R. C. Luxembourg B 58.301.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 1998, vol. 513, fol. 11, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 15 octobre 1998.

BANQUE DE GESTION EDMOND DE ROTHSCHILD  
LUXEMBOURG  
Société Anonyme

V. Jean P. Visconti  
Mandataire spécial Fondé de pouvoir

(43554/010/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**EMME S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 55.224.

Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 1998, vol. 513, fol. 19, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 21 octobre 1998.

EMME S.A.  
Signature

(43555/024/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**EMME S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.  
R. C. Luxembourg B 55.224.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 28 mai 1998.*

*Résolution*

Leur mandat venant à échéance, l'assemblée réélit les administrateurs et le commissaire aux comptes pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 1998 comme suit:

*Conseil d'administration:*

- MM. Mauro Manfroni, conseiller en investissement, demeurant à Luxembourg, président;  
Gustave Stoffel, directeur-adjoint de banque, demeurant à Luxembourg, administrateur;  
Federico Franzina, fondé de pouvoir principal, demeurant à Luxembourg, administrateur.

*Commissaire aux comptes:*

FIDUCIAIRE REVISION MONTBRUN, 11, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.  
Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 1998, vol. 513, fol. 19, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(43556/024/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

**EUROPA PLUS INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.  
R. C. Luxembourg B 49.505.

Le bilan et l'annexe au 30 septembre 1996 et au 30 septembre 1997, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg le 13 octobre 1998, vol. 512, fol. 95, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 25 septembre 1998*

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 septembre 1998:

- Monsieur Georges Polinski, administrateur de sociétés, demeurant à Neuilly-sur-Seine (France), Président;
- Monsieur Martin Brisac, administrateur de sociétés, demeurant à Paris (France);
- Monsieur Boris Nepomniachtchi, administrateur de sociétés, demeurant à Moscou (Russie).

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 septembre 1998:

- AUDIEX S.A., société anonyme, Luxembourg.

Luxembourg, le 20 octobre 1998.

Signature.

(43565/534/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.



**EPICERIE DURAES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 74, rue d'Anvers.

R. C. Luxembourg B 64.234.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le cinq octobre.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Ramiro Alves Duraes, chauffeur, demeurant à L-1424 Luxembourg, 6, rue André Duchscher;
- 2) Madame Léonilde Maria Pereira De Carvalho, ouvrière, épouse de Monsieur Ramiro Alves Duraes, demeurant à L-1424 Luxembourg, 6, rue André Duchscher;
- 3) Mademoiselle Maria Amélia Gomes Simoes De Matos, sans état particulier, demeurant à L-2145 Luxembourg, 9, rue Cyprien Merjai.

Ces comparants ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

I.- Les comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée EPICERIE DURAES, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg, 74, rue d'Anvers, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 28 avril 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 524 du 17 juillet 1998,

immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 64.234.

II.- Le capital social est fixé à la somme de cinq cent mille francs (LUF 500.000,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales de mille francs (LUF 1.000,-) chacune, entièrement souscrites et libérées et appartenant aux associés, comme suit:

1) à Monsieur Ramiro Alves Duraes, préqualifié, cent vingt-cinq parts sociales . . . . .	125
2) à Madame Léonilde Maria Pereira De Carvalho, préqualifiée, cent vingt-cinq parts sociales . . . . .	125
3) à Mademoiselle Maria Amélia Gomes Simoes De Matos, préqualifiée, deux cent cinquante parts sociales . . .	250
Total: cinq cents parts sociales . . . . .	500

III.- Les associés représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et à l'unanimité des voix ils prennent les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Les associés constatent la démission de Madame Ana Paula Rodrigues Antunes, indépendante, demeurant à L-1520 Luxembourg, 28, rue Adolphe Fischer de sa fonction de gérante technique de la société à compter de ce jour aux termes d'une lettre adressée à la société et datée du 5 octobre 1998,

lequel document restera annexé aux présentes pour être enregistré avec lui après avoir été signé ne varietur par les parties et par le notaire.

Les associés acceptent la démission de Madame Ana Paula Rodrigues Antunes, prénommée, de sa fonction de gérante technique de la société et décharge pure et simple de toutes choses relatives à sa fonction de gérante lui est accordée.

*Deuxième résolution*

Les associés décident de nommer pour une durée indéterminée comme nouveau gérant technique, Madame Léonilde Maria Pereira De Carvalho, préqualifiée.

Mademoiselle Maria Amélia Gomes Simoes De Matos, préqualifiée, est confirmée dans sa fonction de gérante administrative de la société.

La société se trouve valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de la gérante technique et de la gérante administrative.

IV.- Le montant des frais, rémunérations et charges en raison des présentes, estimé sans nul préjudice à la somme de vingt-cinq mille francs (LUF 25.000,-), sont à charge de la société qui s'y oblige, tous les associés en étant solidairement tenus envers le notaire.

V.- Les associés élisent domicile au siège de la société.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg-Bonnevoie en l'Etude.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, tous ont signé le présent acte avec Nous Notaire.

Signé: R. Alves Duraes, L. M. Pereira De Carvalho, M. A. Gomes Simoes De Matos, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 6 octobre 1998, vol. 111S, fol. 35, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 19 octobre 1998.

T. Metzler.

(43558/222/56) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 1998.